



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 133

Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives

Présentation

Présenté par
M. Daniel Johnson
Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique,
président du Conseil du trésor

Éditeur officiel du Québec
1993

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie les régimes de retraite des secteurs public et parapublic afin de préciser les règles applicables en matière de rachat lorsqu'un rachat est contesté. Par ailleurs, en matière de réexamen des décisions de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, le projet de loi modifie la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels afin de permettre la nomination d'un substitut à chacun des membres du comité de réexamen constitué en vertu de cette loi. Il modifie également la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et, par concordance, la Loi sur la Commission des affaires sociales, afin de prévoir les règles applicables dans les cas où les opinions se partagent également au sein du Comité de retraite.

Le projet de loi précise en outre l'application de la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants à l'égard des personnes qui sont membres du clergé séculier. Il apporte enfin d'autres modifications d'ordre technique ou de concordance, notamment à la Loi de police et à la Loi sur la fonction publique, et contient des dispositions de nature transitoire.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34);
- Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1);
- Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13);
- Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre R-9.1);
- Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., chapitre R-9.2);

- Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10);
- Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11);
- Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12).

Projet de loi 133

Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI SUR LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

1. L'article 21 de la Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34), modifié par l'article 137 du chapitre 21 des lois de 1992 et par l'article 92 du chapitre 15 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le paragraphe *p* de ce qui suit: «logés en vertu du paragraphe 2° de l'article 181 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10)» par ce qui suit: «référés en vertu du troisième alinéa de l'article 180 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10) ou logés en vertu du paragraphe 2° de l'article 181 de cette loi».

LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

2. L'article 64 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1) est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots «des fonctionnaires provinciaux du Québec» par les mots «de la fonction publique du Québec inc.».

LOI DE POLICE

3. L'article 60 de la Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13) est modifié par le remplacement, dans les quatre dernières lignes, de ce qui suit: «les rentes, autres prestations ou remboursements de contributions payables en vertu d'un tel régime de retraite à compter de ladite date sont payés à même» par les mots «toutes les sommes requises pour l'application d'un tel régime de retraite sont prises sur».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS

4. L'article 3 de la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre R-9.1) est modifié par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 5° du premier alinéa et après le mot « enseignant », du mot « laïcisé ».

5. L'article 59.1 de cette loi, modifié par l'article 11 du chapitre 67 des lois de 1992 et par l'article 4 du chapitre 41 des lois de 1993, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du dernier alinéa et après le mot « calculé », des mots « à l'égard de ces années ou de ces parties d'année ».

6. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 59.1, du suivant :

« **59.1.1** Malgré l'article 59.1, l'employé qui fait une demande de réexamen durant la période de validité de la proposition de rachat n'est pas tenu de l'accepter durant cette période ni d'effectuer de paiements tant qu'il n'a pas été statué définitivement sur sa demande. À la suite de la mise à la poste de la décision du Comité de retraite ou de l'arbitre, selon le cas, la Commission fait parvenir à l'employé un avis qui, en date de la proposition de rachat initiale, réitère celle-ci ou formule une nouvelle proposition de rachat et l'article 59.1 s'applique.

Tout montant impayé relatif à la proposition de rachat initiale porte intérêt, composé annuellement et payable selon les mêmes modalités que le rachat, à compter de la date de cette proposition de rachat jusqu'à la date de l'avis de la Commission. Le taux est celui qui est prévu à l'annexe VI de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et qui est en vigueur à la date de réception de la demande de rachat à moins qu'un intérêt ne soit autrement exigible pour cette période par l'effet de la loi. ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS

7. L'article 132.1 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., chapitre R-9.2), modifié par l'article 27 du chapitre 67 des lois de 1992 et par l'article 9 du chapitre 41 des lois de 1993, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du dernier alinéa et après le mot « calculé », des mots « à l'égard de ces années ou de ces parties d'année ».

8. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 132.1, du suivant :

« **132.1.1** Malgré l'article 132.1, l'employé qui fait une demande de réexamen durant la période de validité de la proposition de rachat n'est pas tenu de l'accepter durant cette période ni d'effectuer de paiements tant qu'il n'a pas été statué définitivement sur sa demande. À la suite de la mise à la poste de la décision du comité de réexamen ou de la Commission des affaires sociales, selon le cas, la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances fait parvenir à l'employé un avis qui, en date de la proposition de rachat initiale, réitère celle-ci ou formule une nouvelle proposition de rachat et l'article 132.1 s'applique.

Tout montant impayé relatif à la proposition de rachat initiale porte intérêt, composé annuellement et payable selon les mêmes modalités que le rachat, à compter de la date de cette proposition de rachat jusqu'à la date de l'avis de la Commission. Le taux est celui qui est prévu à l'annexe VI de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et qui est en vigueur à la date de réception de la demande de rachat à moins qu'un intérêt ne soit autrement exigible pour cette période par l'effet de la loi. ».

9. L'article 141 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de la phrase suivante : « Le gouvernement nomme de plus, de la même façon, un substitut à chacun de ces membres pour les remplacer en cas d'absence ou d'empêchement. ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

10. L'article 180 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

« Toutefois, si aucune décision n'est prise parce que les opinions se partagent également, la décision de la Commission est réputée maintenue et la demande de réexamen est référée pour décision à l'arbitre ou à la Commission des affaires sociales, selon les cas prévus à l'article 181.

Le Comité de retraite en avise sans délai les parties et les dispositions applicables lors d'une demande d'arbitrage ou d'une demande d'appel, selon le cas, s'appliquent compte tenu des adaptations nécessaires. Le Comité fait parvenir à l'arbitre ou à la

Commission des affaires sociales, dans le délai prévu à ces dispositions, la demande de réexamen de l'employé ou du bénéficiaire qui constitue, dans le cas d'un appel, la déclaration écrite prévue à l'article 32 de la Loi sur la Commission des affaires sociales (chapitre C-34). ».

11. L'article 216.1 de cette loi, modifié par l'article 49 du chapitre 67 des lois de 1992 et par l'article 30 du chapitre 41 des lois de 1993, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du dernier alinéa et après le mot « calculé », des mots « à l'égard de ces années ou de ces parties d'année ».

12. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 216.1, du suivant :

« **216.1.1** Malgré l'article 216.1, l'employé qui fait une demande de réexamen durant la période de validité de la proposition de rachat n'est pas tenu de l'accepter durant cette période ni d'effectuer de paiements tant qu'il n'a pas été statué définitivement sur sa demande. À la suite de la mise à la poste de la décision du Comité de retraite ou de l'arbitre, selon le cas, la Commission fait parvenir à l'employé un avis qui, en date de la proposition initiale, réitère celle-ci ou formule une nouvelle proposition de rachat et l'article 216.1 s'applique.

Tout montant impayé relatif à la proposition de rachat initiale porte intérêt, composé annuellement et payable selon les mêmes modalités que le rachat, au taux en vigueur à la date de réception de la demande de rachat, à compter de la date de cette proposition de rachat jusqu'à la date de l'avis de la Commission à moins qu'un intérêt ne soit autrement exigible pour cette période par l'effet de la loi. ».

13. L'annexe I de cette loi, modifiée par les décrets 398-92 et 399-92 du 25 mars 1992, 669-92 du 6 mai 1992, 1263-92 du 1^{er} septembre 1992, 1666-92 du 25 novembre 1992, 327-93 du 17 mars 1993 et 1202-93 du 1^{er} septembre 1993 et par les articles 293 du chapitre 21 des lois de 1992, 71 du chapitre 44 des lois de 1992, 53 du chapitre 67 des lois de 1992, 153 du chapitre 68 des lois de 1992, 65 du chapitre 40 des lois de 1993 et 31 du chapitre 41 des lois de 1993, est de nouveau modifiée par le remplacement, dans le paragraphe 1, des mots « le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec inc. » par les mots « le Syndicat de la fonction publique du Québec inc. ».

14. L'annexe II.1 de cette loi, modifiée par le décret 399-92 du 25 mars 1992, 509-92 du 8 avril 1992, 1205-92 du 26 août 1992, 1264-92 du 1^{er} septembre 1992 et 1301-92 du 9 septembre 1992, est de nouveau modifiée par le remplacement des mots « le Syndicat des

fonctionnaires provinciaux du Québec inc. » par les mots « le Syndicat de la fonction publique du Québec inc. ».

15. L'annexe III de cette loi, modifiée par les décrets 398-92 et 399-92 du 25 mars 1992, 669-92 du 6 mai 1992, 1263-92 du 1^{er} septembre 1992, 1666-92 du 25 novembre 1992 et 327-93 du 17 mars 1993 et par les articles 73 du chapitre 44 des lois de 1992, 45 du chapitre 66 des lois de 1992 et 55 du chapitre 67 des lois de 1992, est de nouveau modifiée par la suppression, dans le paragraphe 1, des mots « le Conseil des arts et des lettres du Québec ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

16. L'article 10.1 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11), modifié par l'article 57 du chapitre 67 des lois de 1992, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du dernier alinéa et après le mot « calculé », des mots « à l'égard de ces années ou de ces parties d'année ».

17. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 10.1, du suivant :

« **10.1.1** Malgré l'article 10.1, l'enseignant qui fait une demande de réexamen durant la période de validité de la proposition de rachat n'est pas tenu de l'accepter durant cette période ni d'effectuer de paiements tant qu'il n'a pas été statué définitivement sur sa demande. À la suite de la mise à la poste de la décision du Comité de retraite ou de la Commission des affaires sociales, selon le cas, la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances fait parvenir à l'enseignant un avis qui, en date de la proposition de rachat initiale, réitère celle-ci ou formule une nouvelle proposition de rachat et l'article 10.1 s'applique.

Tout montant impayé relatif à la proposition de rachat initiale porte intérêt, composé annuellement et payable selon les mêmes modalités que le rachat, à compter de la date de cette proposition de rachat jusqu'à la date de l'avis de la Commission. Le taux est celui qui est prévu à l'annexe VI de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et qui est en vigueur à la date de réception de la demande de rachat à moins qu'un intérêt ne soit autrement exigible pour cette période par l'effet de la loi. ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

18. L'article 99 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12), modifié par l'article 84 du chapitre 67 des lois de 1992, est de nouveau modifié :

1° par l'insertion, dans la troisième ligne du troisième alinéa et après le mot « sociaux », de ce qui suit : « (chapitre S-4.2) ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit » ;

2° par le remplacement, dans la sixième ligne du troisième alinéa, des mots « ladite loi » par les mots « l'une de ces lois » ;

3° par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du cinquième alinéa, des mots « à un autre organisme visé par ladite loi » par les mots « ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit à un autre organisme visé par l'une de ces lois ».

19. L'article 111.0.1 de cette loi, modifié par l'article 87 du chapitre 67 des lois de 1992 et par l'article 43 du chapitre 41 des lois de 1993, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du dernier alinéa et après le mot « calculé », des mots « à l'égard de ces années ou de ces parties d'année ».

20. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 111.0.1, du suivant :

« **111.0.1.1** Malgré l'article 111.0.1, le fonctionnaire qui fait une demande de réexamen durant la période de validité de la proposition de rachat n'est pas tenu de l'accepter durant cette période ni d'effectuer de paiements tant qu'il n'a pas été statué définitivement sur sa demande. À la suite de la mise à la poste de la décision du Comité de retraite ou de la Commission des affaires sociales, selon le cas, la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances fait parvenir au fonctionnaire un avis qui, en date de la proposition de rachat initiale, réitère ou formule une nouvelle proposition de rachat et l'article 111.0.1 s'applique.

Tout montant impayé relatif à la proposition de rachat initiale porte intérêt, composé annuellement et payable selon les mêmes modalités que le rachat, à compter de la date de cette proposition de rachat jusqu'à la date de l'avis de la Commission. Le taux est celui qui est prévu à l'annexe VI de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et qui est en

vigueur à la date de réception de la demande de rachat à moins qu'un intérêt ne soit autrement exigible pour cette période par l'effet de la loi. ».

21. L'annexe IV de cette loi, modifiée par les articles 74 du chapitre 44 des lois de 1992, 47 du chapitre 66 des lois de 1992 et 92 du chapitre 67 des lois de 1992, est de nouveau modifiée par la suppression des mots « le Conseil des arts et des lettres du Québec ».

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

22. Dans tout règlement, décret ou arrêté, à moins que le contexte ne s'y oppose et compte tenu des adaptations nécessaires, le nom « Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec inc. » est remplacé par le nom « Syndicat de la fonction publique du Québec inc. ».

23. L'article 4 ne s'applique pas aux personnes qui ont, avant le (*indiquer ici la date de la présentation du présent projet de loi*), demandé par écrit à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances de participer au régime de retraite de certains enseignants et qui ont obtenu une décision favorable quant à leur participation à ce régime ou qui sont en attente d'une décision à cet effet.

24. Les articles 1 et 10 ne s'appliquent pas à une demande de réexamen d'une décision de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances qui a été référée avant le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) au Comité de retraite par l'un des sous-comités formés en application de l'article 173 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

25. L'article 18 a effet depuis le 1^{er} octobre 1992.

26. Les articles 15 et 21 ont effet depuis le 7 juillet 1993.

27. Les articles 2, 13, 14 et 22 ont effet depuis le 16 juillet 1993.

28. Les articles 4 et 23 ont effet depuis le (*indiquer ici la date de la présentation du présent projet de loi*).

29. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), à l'exception de l'article 3 qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 1994.